

Les “non” au Pacte d'excellence sont stériles

■ Quand ça coince, le mieux est d'essayer de comprendre pourquoi et de remettre l'ouvrage sur le métier. Les enseignants doivent se mobiliser autour du Pacte d'excellence sinon l'école ne changera pas et les inégalités auront encore de beaux jours devant elles.

Dans les assemblées syndicales, ça gronde : ce qui était encore à l'état de rumeurs quand j'ai commencé à écrire ce billet s'est depuis lors concrétisé en “NON” : dans l'état actuel du texte⁽¹⁾, la majorité des affiliés d'un des deux principaux syndicats enseignants ne valident pas les consensus du Pacte. Et les arguments qui sont évoqués seront fort probablement partagés par les affiliés des deux autres syndicats.

Parce que les accords qui ont été dégagés portent pour partie sur des termes polysémiques, nous nous attendions à ce que les difficultés ne surgissent qu'au moment où il faudra traduire ces propositions en mesures concrètes. Mais les affiliés des syndicats ont pris les devants, notamment parce que, pour eux, ce sont ces mesures concrètes qui comptent le plus.

Quels sont les arguments ?

Les pertes d'emplois : les enseignants du secondaire et plus particulièrement du qualifiant ainsi que ceux du spécialisé sont inquiets des orientations politiques prises qui déplacent des moyens du secondaire vers le maternel et le primaire.

L'amélioration attendue de notre système scolaire repose essentiellement sur leurs épaules et cela risque d'alourdir leur charge de travail.

Les directions des écoles sortent du Pacte globalement renforcées (plus de soutien et plus de pouvoir) alors qu'on demande aux enseignants d'en faire plus, qu'on augmente le contrôle sur leur travail et la possibilité de les sanctionner; et ça ravive le sentiment d'être méprisés par la classe politique.

La suppression du redoublement, l'instauration du tronc commun et donc la fin de la possibilité d'orienter prématurément vers le professionnel seront

des chimères qu'ils vont devoir tenter de réaliser alors que leur vécu quotidien de classe leur fait penser que c'est impossible⁽²⁾, que les écarts entre les enfants en fonction de leur appartenance sociale sont trop importants pour être comblés par les mesures prévues et que ça va juste les mettre, ces enfants et eux, dans une situation totalement ingérable qui va produire des résultats pires qu'actuellement.

Ces inquiétudes sont légitimes. Mais il faudrait aussi pouvoir les exprimer en tenant compte de la légitimité des changements qui les suscitent. Ce qui serait inadmissible, ce serait que des réformes se fassent sous le couvert de la lutte contre les inégalités alors qu'elles n'y contribuent pas.

Une question de respect

Si la FWB se doit d'être, comme tout employeur, loyale à ses travailleurs, les travailleurs de l'école se doivent, eux, d'être loyaux à leurs missions et prêts à s'adapter pour mieux les remplir. La question de l'emploi est donc subordonnée à la question des finalités de l'enseignement. Et s'il faut modifier la structure

de l'emploi du système scolaire pour améliorer les apprentissages, alors il faut le faire. Dans le cadre du Pacte, il s'agit surtout de déplacement de moyens et la croissance démographique va jouer un rôle d'amortisseur. Respecter mieux les enfants scolarisés tout en respectant les enseignants devrait donc être au centre des discussions sur les conditions de la transition.

Les enseignants et leur manière de penser et d'organiser les apprentissages sont effectivement l'enjeu central de l'amélioration du système scolaire mais les enseignants sont aussi pris dans un fonctionnement du système scolaire qui conditionne l'exercice de leur métier (mandat donné à l'école, quasi-marché,

FRED MAWET

Secrétaire générale
de “Changements
pour l'égalité”.

etc.). Il s'agit donc d'exiger à la fois les conditions d'un exercice plus qualitatif et émancipateur de la fonction d'enseignant et le changement de ce système de quasi-marché et de sélection-relégation.

Et pour y arriver, faut-il "renforcer la position des directions et/ou celle des enseignants"? Des enseignants, engagés dans le combat pour la construction d'une école plus démocratique et moins inégalitaire, décrivent la toute-puissance de directions prenant des positions ineptes, qui n'animent et ne soutiennent pas leur équipe, fonctionnent de façon anti-démocratique et ne font souvent que passer. Mais des directeurs d'école qui se mobilisent aussi disent qu'ils sont empêchés d'agir par des enseignants qui se comportent en "indépendants salariés" ferment la porte de leur classe et se considèrent seuls maîtres à bord.

Il s'agit donc d'une part de créer une dynamique collective de revalorisation du métier d'enseignant en leur faisant plus confiance, en s'appuyant sur leurs compétences, mais aussi d'autre part de fonder cette dynamique sur une capacité réelle pour les directions de jouer leur rôle de garants des objectifs liés aux apprentissages des élèves. Mais il n'est pas nécessaire pour autant de s'encombrer d'une procédure d'évaluation sanction individuelle qui ne ferait que brouiller les enjeux de la relation entre les enseignants et la direction dans le "travail d'équipe".

Mais de ce fantasme d'être objet de mépris, il va falloir arriver à sortir car il fonctionne en miroir : bon nombre d'enfants et de familles de milieux populaires se sentent méprisés par l'école et les enseignants.

Entre enseignants d'abord

Nous devons collectivement prendre le politique au mot : s'il dit qu'il veut plus de qualité et d'égalité, il doit mettre en place les conditions indispensa-

bles pour cette évolution, et c'est cela que nous devons revendiquer collectivement.

Les enseignants craignent d'être livrés sans autre outil que la contrainte à des responsabilités et objectifs ambitieux tels que la fin du redoublement, l'implémentation du tronc commun et la suppression de deux filières qualifiantes. Ces objectifs leur paraissent irréalistes dans le contexte actuel. Et ils le sont effectivement si toute la révolution évoquée par ailleurs ne se produit pas : investissement massif dans le maternel et dans le primaire, dans la formation initiale et continuée des enseignants. Il s'agit de faire des écoles des collectifs apprenants et de rompre avec le fonctionnement actuel de sélection et relégation des enfants qui ne sont pas les élèves "attendus" par l'école.

On ne pourra espérer s'en sortir qu'en mettant en place les outils et les conditions pour que les enseignants puissent vraiment expérimenter qu'il est possible d'amener tous les enfants à apprendre de façon ambitieuse. Dans certaines classes et dans certaines écoles, ça se passe déjà. C'est aussi cela qu'il faut partager et cultiver.

Prendre le politique et les réseaux au mot, et s'assurer qu'ils veulent réellement cette révolution : sont-ils prêts à mettre en place les conditions pour qu'elle survienne ? Et si c'est le cas, sont-ils prêts, eux aussi, à révolutionner bon nombre de leurs pratiques internes ? Ces changements, les profs, qui sont aux premières loges, vont devoir les exiger. Mais ils ne pourront en obtenir toutes les garanties préalablement : c'est en marchant, étape par étape, que l'on pourra sortir de la schizophrénie actuelle entre les idées et principes annoncés et les actes posés.

Nous voulons vraiment prendre le temps d'en parler entre enseignants d'abord.

Si nous, les enseignants, ne nous mettons pas massivement en mouvement, si nous n'entrons pas dans la danse, alors l'école ne changera pas et les inégalités auront encore de beaux jours devant elles.

→⁽¹⁾ Le texte : L'avis n°3 du GC du Pacte

→⁽²⁾ Dans le système tel qu'il est actuellement.

→ Le titre, l'introduction et les intertitres sont de la rédaction. Titre original: Ils disent non, et après?

poppe 17